



Conférence-Débat

avec

Bernard Friot



« **Le statut de la fonction publique :**
un *déjà là* émancipateur contre la logique capitaliste »

Mardi 2 juin 2015 de 12h30 à 14h15

À l'INSEE - 6, rue Legrand 92240 Malakoff
(Métro ligne 13 - arrêt Porte de Vanves ou Plateau de Vanves)

Nous vous invitons à venir rencontrer le chercheur Bernard Friot, professeur émérite à Paris X et animateur de l'association d'éducation populaire 'Réseau salariat'.

Il exposera et soumettra au débat les analyses et propositions qu'il élabore depuis plusieurs années et que son dernier ouvrage synthétise (*Émanciper le travail - Entretiens avec Patrick Zech, La dispute, 2014*).

Bernard Friot nous invite en particulier à considérer des institutions telles que le statut de la Fonction publique et la Sécurité sociale comme des points d'appui tout à fait essentiels pour penser une autre société. Raison d'ailleurs pour laquelle elles ne cessent d'être remises en cause par la classe dominante.

Pourquoi défendre et généraliser la logique du statut ?

Selon Bernard Friot, deux principales croyances constituent la « religion du capital » :

- i) il faudrait nécessairement se vendre sur le « marché du travail » pour être reconnu comme « productif »
- ii) le salaire devrait obligatoirement être individualisé et fixé par l'employeur en fonction du temps de travail, de la « productivité » et de l'employabilité du salarié.

Ces deux aspects ne constituent pourtant qu'une « pratique capitaliste de la valeur » dont on nous martèle le caractère censément naturel et nécessaire. Or **d'autres pratiques ont pu s'imposer** grâce aux luttes ouvrières passées. C'est le cas du statut de la fonction publique.

Le statut de la fonction publique a introduit pour une partie des salariés, le « salaire à vie ». Le fonctionnaire est payé en fonction de son grade, et non en fonction du poste qu'il occupe à l'instant t ou du bon vouloir de son employeur.

C'est précisément ce 'scandale' (du point de vue de la logique capitaliste) que les « réformateurs » successifs visent à annihiler. D'ores et déjà, ils ont insidieusement introduit la « logique de l'emploi » au sein de la fonction publique : multiplication des primes liées au poste occupé, entretiens individuels d'évaluation, transformation des campagnes de mobilité en marché du travail interne avec des recruteurs et des postulants.

A contrario, **Bernard Friot nous invite à prendre conscience de la nature subversive de la logique du statut dont la généralisation permettrait à chacun d'avoir un droit politique à un salaire à vie**, c'est-à-dire être reconnu comme un producteur indépendamment du bon vouloir d'un « employeur ».